

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 17 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AJINOMOTO FOODS EUROPE

46 RUE DE NESLE
BP 42
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2023 - E30072
Code AIOT : 0005102362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement AJINOMOTO FOODS EUROPE implanté 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée dans le cadre de l'action régionale GEREP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AJINOMOTO FOODS EUROPE
- 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société AJINOMOTO FOODS EUROPE est spécialisée dans le secteur agroalimentaire. Son activité principale est la production d'acides aminés par bio-fermentation, à l'aide de bactéries, non pathogènes et non génétiquement modifiées, à partir de substrat présent dans différentes matières premières sucrées. Les principaux produits fabriqués sur le site sont :

- le monosodium L-glutamate, dit MSG, produit principal du site, fabriqué à partir de l'acide L-glutamique. Le glutamate est utilisé depuis de nombreuses années pour ses propriétés gustatives

comme ingrédient alimentaire traditionnel par de nombreuses cuisines à travers le monde ;

- l'acide L-aspartique, deuxième acide aminé produit par l'usine. Il est utilisé dans la fabrication de l'aspartame et par l'industrie pharmaceutique ;
- d'autres sels de l'acide L-glutamique : sels de potassium, calcium, ammonium et magnésium, le chlorhydrate d'acide L-glutamique et l'acide N-acétyl L-glutamique.

L'activité de production des acides aminés par fermentation engendre la production de co-produits. Ceux-ci sont commercialisés pour l'alimentation animale en tant que concentré protéique et sels binaires. Il s'agit :

- du Protorsan provenant du séchage des bactéries ayant produit l'acide L-glutamique par fermentation, à partir de la mélasse ou d'hydrolysats d'amidon ;
- du Protéinal comme co-produit liquide ;
- des sels binaires utilisés comme engrais dans l'agriculture.

Dans le cadre de l'activité de production d'acides aminés, AJINOMOTO FOODS EUROPE dispose d'installations de fermentation, séparation, purification, cristallisation, transformation chimique, conditionnement et stockage d'acides aminés.

L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, notamment modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2020. L'établissement est classé Seveso seuil haut et fait partie des établissements dits "IED" - BREF FDM industries agroalimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action GEREPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Déclaration GEREPE / obligation | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I | Sans objet |
| 2 | Déclaration GEREPE / état | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7 | Sans objet |
| 3 | Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 | Sans objet |
| 4 | Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés année précédente | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 | Sans objet |
| 5 | Déclaration GEREPE / installations de combustion > 20MW | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1 | Sans objet |
| 6 | Déclaration GEREPE / validité des données dans l'air | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5 | Sans objet |
| 7 | Déclaration GEREPE / validité des données dans l'eau | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5 | Sans objet |
| 8 | Déclaration GEREPE / émissions accidentelles | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 | Sans objet |
| 9 | Déclaration GEREPE / prélèvement d'eau | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------|---|-------------------|
| 10 | Déclaration GERE / évolutions | Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article Art. 9.2 généralement | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant remplit sa déclaration GERE chaque année, mais ne faisait pas l'exercice de vérification de dépassement des seuils de déclaration par rapport aux quantités de polluants émises et se contentait de suivre les paramètres classiques de sa déclaration. Une attention sera donc à porter à la vérification de dépassement des seuils de déclaration des polluants avant la déclaration effective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE / obligation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation - ou soumis à enregistrement |
| Constats : Le site est classé à autorisation et par conséquent est soumis à déclaration GERE. Cette déclaration est réalisée annuellement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Déclaration GERE / état

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1. |
| Constats : La déclaration a bien été réalisée dans le délai imparti. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Déclaration GERP / données attendues si seuils dépassés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; |
| Constats : L'exploitant a déclaré pour l'année 2022 : - les volumes d'eau prélevés ou consommés, ici à l'origine d'eaux du réseau de distribution. - les volumes d'eau rejeté. Il a déclaré avoir prélevé 5 148 429 m ³ et rejeté un total de 3 791 240 m ³ (80 % environ directement au milieu et le reste vers une station d'épuration industrielle). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Déclaration GERP / données attendues si seuils dépassés année précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. |
| Constats : L'exploitant a déclaré les émissions pour les mêmes polluants en 2021 et en 2022, à savoir dans l'air le méthane, les oxydes d'azote, de souffres, les poussières totales le protoxyde d'azote et le dioxyde de carbone, et dans l'eau l'azote global et la demande chimique en oxygène. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP. Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions |
| Constats : L'exploitant exploite une installation de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW. Il a bien déclaré les 6 paramètres visés par la prescription. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Déclaration GERE / validité des données dans l'air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants. |
| Constats : L'exploitant réalise une campagne annuelle de rejets sur l'ensemble de ses émissaires et réalise une mesure de poussières sur ses émissaires d'extraction (trentaine de points de mesure). Ces poussières mesurées ne sont pas ajoutées à la déclaration GERE de l'exploitant, celui-ci se concentrant sur les rejets de la combustion. Pour le suivi de la chaudière, tous les paramètres à l'exception de la poussières ont été obtenus par calcul par facteur d'émission. Pour les poussières, les données ont été obtenues par estimation. La chaudière fonctionnant au gaz, l'exploitant estime que les émissions de poussières sont quasi nulles. Le système de gestion de la chaudière permet une extraction de son nombre d'heures de fonctionnement pour le calcul des émissions par facteur d'émission. |
| Observations : L'exploitant veillera pour les prochaines déclarations à déclarer l'intégralité des rejets air du site, notamment les poussières issues d'autres émissaires que l'installation de combustion. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Déclaration GEREP / validité des données dans l'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare davantage de paramètres dans GIDAF. Sont notamment déclarés de manière hebdomadaire le chlore, le phosphore, le sodium et le sulfate.</p> <p>Pour certains de ces paramètres, notamment le phosphore, la saisie GIDAF semble indiquer des flux rejetés conséquents, avec un flux moyen entre 6 et 25 kg/j de phosphore. En cumulant les moyennes mensuelles, on peut évaluer à environ 6000 kg par an les émissions en considérant un fonctionnement quotidien à l'année. Le paramètre dépasserait donc le seuil de déclaration.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas en amont de sa déclaration une comparaison des quantités de polluants rejetées sur l'année pour la comparer aux seuils de déclaration GEREP.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a réalisé cette comparaison, et a conclu sur la nécessité de déclarer le Carbone organique, le NH₄⁺ et le phosphore qui n'étaient jusque là pas déclarés. Ces éléments ont été ajoutés à la déclaration GEREP pour cette année.</p> |
| Observations : L'exploitant veillera à comparer les quantités de polluants émises avec les seuils de déclaration GEREP avant chaque déclaration. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Déclaration GERP / émissions accidentelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...) |
| Constats : L'exploitant n'a pas saisi d'émissions accidentelles. Un épisode de pollution accidentelle s'est produits en 2019, et on ne retrouve pas dans sa déclaration de déclaration de masse accidentelle. La quantité a été déclarée dans le total rejeté plutôt qu'en masse accidentelle, en l'absence de séparation entre les volumes rejetés en situation accidentelle. |
| Observations : L'exploitant sera attentif à déclarer de manière séparée les quantités de polluants rejetées de manière incidentelle/accidentelle si un nouvel épisode de pollution se produisait. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Déclaration GERP / prélèvement d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...). |
| Constats : L'exploitant est autorisé à prélever 1000 m3/h, soit 8 760 000 m3 par an. Les prélèvements réalisés par l'exploitant sont inférieurs à ces niveaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Déclaration GEREP / évolutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article Art. 9.2 généralement |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2 , notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant suit en direct les rejets eau. Par ailleurs, le gestionnaire de la station d'épuration informe également la dérive de paramètres pour une prise en compte rapide. Dès qu'une dérive est constatée, des actions sont entreprises par l'exploitant pour identifier l'origine de la pollution. Des épisodes de dépassement ont été constatés durant les dernières années, avec une prise en compte par l'exploitant de la dérive et des actions correctives prises en réaction de ces dépassements.</p> <p>Sur les rejets air, l'exploitant suit la synthèse des mesures mensuelles pour identifier d'éventuelles dérives. La chaudière étant un chaudière de secours, ces extractions peuvent cependant être parasitées selon le nombre de démarrage et d'arrêt du mois par des émissions hors conditions normales d'utilisation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |